

u
205
CR

The University of Chicago
Libraries



Photomount
Pamphlet
Binder
Gaylord Bros., Inc.
Makers
Syracuse, N. Y.
PAT. JAN 21, 1908

RESCRIPT D'HADRIEN

MINUCIUS FUNDANUS

C. CALLEWAERT

Professeur d'histoire ecclésiastique
et Directeur du Séminaire de Bruges

BRUGES

AD. MAERTENS-MATTHYS, ÉDITEUR

4, rue Croothuise 4

1903



The University of Chicago
Libraries



Hist
LE

3

RESCRIT D'HADRIEN

A

MINUCIUS FUNDANUS

PAR

C. CALLEWAERT

^{Lf}
Professeur d'histoire ecclésiastique
et Directeur du Séminaire de Bruges.

BRUGES

AD. MAERTENS-MATTHYS, ÉDITEUR

4, RUE GRUUTHUISE, 4

—
1903

Pun



LE RESCRIPT D'HADRIEN

A

MINUCIUS FUNDANUS

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

LE

RESCRIT D'HADRIEN

A

MINUCIUS FUNDANUS

PAR

C. CALLEWAERT

Professeur d'histoire ecclésiastique
et Directeur du Séminaire de Bruges.

BRUGES

AD. MAERTENS-MATTHYS, ÉDITEUR

4, RUE GRUUTHUUSE, 4

1903

7G295-
C2

Hist
Pin

LE RESCRIT D'HADRIEN

A MINICIUS FUNDANUS

Trois questions ont été soulevées au sujet du rescrit de l'empereur Hadrien à Fundanus. L'acte est-il authentique? Lequel des deux textes est le meilleur, du grec d'Eusèbe (*Hist. Eccl.*, IV, 9) ou du latin de Rufin d'Aquilée (*Hist. Eccl.*, IV, 9)? Enfin quels sont le sens et la portée du rescrit, et quels changements a-t-il amené dans la conduite de l'État romain vis-à-vis du christianisme?

Malgré les nombreuses études consacrées à l'examen de ces problèmes¹, aucune des trois questions n'a reçu une solution universellement acceptée. La troisième surtout a donné naissance aux réponses les plus divergentes. Il y a d'autre part, plusieurs éléments de solu-

1. On peut trouver la bibliographie de la question avec le double texte du rescrit dans ERW. PREUSCHEN, *Analecta*, Freiburg i. B., 1893, p. 17-18; et dans un excellent article de F. X. FUNK, *Hadrians Rescript an Minucius Fundanus* dans ses *Kirchengeschichtliche Abhandlungen und Untersuchungen*, Paderborn, 1897, t. I, p. 330-345. Ajoutons parmi les ouvrages qui en traitent ex professo : E. G. HARDY, *Christianity and the Roman Government*, London, 1894, p. 141-144; M. SCHANZ, *Geschichte der Römischen Literatur*, III. München, 1896, p. 210-211; W. NICOLAI, *Beiträge zur Geschichte der Christenverfolgungen* dans *Jahresbericht des Grossherz. Realgymnasiums zu Eisenach*, Ostern 1897, p. 6-8; TH. WEHOFER, *Die apologie Justins des Philosophen und Märtyrers in literarhistorischer Beziehung*, Rom, Herder, 1897, p. 52-64; J. E. WEIS, *Christenverfolgungen, Geschichte ihrer Ursachen in Römerreiche*, München, 1899, p. 69-74. G. SEMERIA, *Il primo sangue cristiano*, Roma, 1901, p. 201 ss. J. MOFFATT MECKLIN, *Hadrian's Rescript an Minicius Fundanus*, Leipzig, 1899, pp. 52.

tion qui ont été trop négligés, et qui pourraient apporter un peu de lumière dans le débat. C'est dans l'espoir d'arriver à ce résultat que nous soumettons le problème à un nouvel examen. Il semblerait tout naturel de traiter les trois questions dans l'ordre indiqué ci-dessus. Mais la solution des deux premières dépend en grande partie du sens qu'on attribue au rescrit. C'est pourquoi nous chercherons d'abord à établir comment il faut comprendre l'acte impérial. En attendant que nous en donnions les preuves dans la seconde et la troisième partie, le lecteur nous permettra de présupposer l'authenticité du rescrit et la priorité du texte grec.

[Ἀδριανοῦ ὑπὲρ Χριστιανῶν
ἐπιστολή]

Μινουκίῳ Φουδάνῳ

Ἐπιστολήν ἐδεξάμην γραφεῖσάν μοι ἀπὸ Σερηνίου Γρανιανοῦ λαμπροτάτου ἀνδρός, ὅντινα σὺ διεδέξω. οὐ δοκεῖ οὖν μοι τὸ πρᾶγμα ἀζήτητον καταλιπεῖν, ἵνα μήτε οἱ ἄνθρωποι ταραττωνται καὶ τοῖς συκοφάνταις χορηγία κακοουργίας παρασχεθῇ. ἂν οὖν σαφῶς εἰς ταύτην τὴν ἀξίωσιν οἱ ἐπαρχεῶνται δύνωνται διῆσχυρίζεσθαι κατὰ τῶν Χριστιανῶν, ὥς καὶ πρὸ βήματος ἀποκρίνεσθαι, ἐπὶ τοῦτο μόνον τραπῶσιν, ἀλλ' οὐκ ἀξιώσῃσιν οὐδὲ μόναις βοᾶς. πολλῶ γὰρ μᾶλλον προσήκεν, εἴ τις κατηγορεῖν βούλοιτο, τοῦτό σε διαγινώσκειν. εἴ τις οὖν κατηγορεῖ καὶ δείκνυσί τι παρὰ τοὺς νόμους πράττοντας, οὕτως διόριζε κατὰ τὴν δύναμιν τοῦ ἀμπαρτήματος. ὥς μὰ τὸν Ἡρακλεᾶ, εἴ τις συκοφαντίας χάριν τοῦτο πρότεινοι, διαλάμβανε ὑπὲρ τῆς δεινότητος καὶ φρόντιζε ὅπως ἂν ἐκδικήσας.

*Exemplar epistolae imperatoris
Hadriani ad Minucium Funda-
num, proconsulem Asiae.*

Accepi literas ad me scriptas a decessore tuo Sereno Graniano, clarissimo viro : et non placet mihi *relationem* silentio praeterire, ne et INNOXII perturbentur et calumniatoribus *latrocinandi* tribuatur occasio. Itaque si evidenter provinciales huic petitioni *suae* adesse valent adversum Christianos, ut pro tribunali eos in aliquo arguant, hoc eis exequi non prohibeo : precibus autem in hoc solis et acclamationibus uti eis non permitto. Etenim multo aequius est, si quis volet accusare, te cognoscere de objectis. Si quis igitur accusat et probat adversum leges quidquam agere memoratos homines, pro merito peccatorum etiam supplicii statues. Illud mehercule magno opere curabis, ut si quis calumniae gratia quemquam horum postulaverit reum, in hunc pro sui nequitia suppliciis SEVERIORIBUS vindices.

I

INTERPRÉTATION DU RESCRIPT

Le rescrit contient deux parties nettement distinctes : le préambule et le dispositif.

I. Étudié à la lumière des témoignages et des faits qui s'y rapportent, le préambule nous permettra de saisir la nature, l'occasion et le but de l'acte impérial.

« J'ai reçu la lettre que m'a écrite ton prédécesseur Serenius Granianus, homme clarissime. Il ne me convient pas de laisser sa requête sans réponse, de peur que les hommes ne soient troublés et que facilité ne reste au brigandage des calomniateurs. »

1. L'acte impérial est donc un rescrit, c'est-à-dire la réponse de l'empereur à une consultation que lui adresse officiellement un dignitaire de l'empire. La réponse est envoyée au proconsul Minucius¹ Fundanus; mais la requête émanait du prédécesseur immédiat de celui-ci, Serenius Granianus (ou plus exactement Licinius Silvanus Granianus).

D'après Méliton², plusieurs gouverneurs de province avaient consulté leur souverain au sujet des poursuites dirigées contre les chrétiens. Le texte de toutes ces requêtes est perdu. Seul le résumé de la lettre de Granianus, qui était gouverneur de l'Asie proconsulaire en 123-124, nous est donné par Eusèbe. Encore ne semble-t-il connaître le contenu de ce document que par la réponse qu'on y fit.

Cependant il en parle à deux reprises, mais avec des nuances de sens assez différentes. D'après l'*Histoire*

1. Ou mieux Minicius.

2. EUSEB., *Hist. Eccl.*, IV, 26.

Ecclésiastique (IV, 8), Granianus aurait fait observer à l'empereur « qu'il n'était pas juste de mettre des hommes à mort, sans aucune accusation, sans jugement, simplement pour donner satisfaction aux cris du peuple ¹ ». S'il faut en croire la traduction latine de saint Jérôme, Eusèbe aurait écrit dans sa *Chronique* : « Et Serenius Granianus legatus, vir apprime nobilis, litteras ad imperatorem mittit, iniquum esse dicens clamoribus vulgi *innocentium* hominum sanguinem concedi, et sine ullo crimine, *nominis tantum et sectæ reos fieri* ². »

La portée de ces deux rédactions est loin d'être la même. La seconde est beaucoup plus favorable aux chrétiens, dont l'innocence est explicitement reconnue. En outre, la première ne fait que désapprouver des abus, des irrégularités de procédure contraires au rescrit de Trajan autant qu'au droit commun : elle se plaint qu'on condamne à mort des gens qui ne sont pas régulièrement accusés d'un crime (ἐπὶ μηδενὶ ἐγκλήματι) et dont la cause n'est pas suffisamment examinée (ἀκρίτως). La seconde formule, au contraire, réproouve ouvertement qu'on condamne les chrétiens *propter solum nomen*. Granianus aurait demandé, d'après la *Chronique*, l'abrogation pure et simple d'une législation et d'une jurisprudence que Trajan venait de consacrer publiquement par sa lettre à Pline.

On peut douter que Granianus ait eu la hardiesse de faire une pareille démarche auprès d'un empereur qui n'avait guère l'habitude de s'écarter des principes d'administration de son prédécesseur et père adoptif. D'ailleurs la seconde rédaction est influencée par une tendance assez générale chez les auteurs chrétiens, celle d'interpréter les actes qui concernent la persécution, dans un

1. Eus., *Hist. Eccl.*, IV, 8 : ὡς οὐ δίκαιον εἶη ἐπὶ μηδενὶ ἐγκλήματι βοασὶ δῆμου χαριζομένους ἀκρίτως κτείνειν αὐτούς.

2. *Chronic.*, ad olymp. 226.

sens si favorable au christianisme, que l'exactitude historique peut en pâtir quelquefois. Ajoutons qu'Eusèbe aura pu se rendre beaucoup plus exactement compte de la portée de la réponse impériale, et par conséquent de la requête qui l'a provoquée, quand il écrivait son *Histoire* que lorsqu'il composait sa *Chronique*. Car pour le premier ouvrage il a dû examiner plus attentivement le rescrit afin de pouvoir en donner une traduction exacte. Enfin, qui nous garantit que la pensée d'Eusèbe n'a subi aucune altération en passant par la plume du traducteur assez libre qu'est saint Jérôme?

Autant de raisons pour croire que la rédaction de l'*Histoire* mérite plus de confiance que celle de la *Chronique*¹. Si nous pouvons en croire Eusèbe, Gratianus n'a pas dénoncé l'injustice fondamentale du droit existant, mais les irrégularités que d'aucuns avaient tolérées dans la manière d'introduire et d'instruire les procès intentés aux chrétiens. Au reste les deux textes sont d'accord pour montrer dans l'influence néfaste des clameurs de la foule, la cause première et fondamentale des abus signalés.

2. Après avoir accusé réception de la lettre de Gratianus, Hadrien expose nettement le but qu'il se propose d'atteindre par son rescrit. Il ne veut pas, dit-il, que la population de la province soit plus longtemps troublée, il ne veut pas non plus qu'on laisse aux calomniateurs une occasion favorable de se livrer à leurs machinations criminelles.

Si le christianisme s'était implanté de bonne heure en Asie, s'il s'y était établi très solidement, ce n'aurait été qu'au prix de grandes luttes. Éphèse s'était ameutée contre saint Paul; la persécution de Domitien avait

1. Il vaut donc mieux ne pas donner le contenu de la requête uniquement d'après le texte du *Chronicon*, comme le font par exemple P. ALLARD, *Le christianisme*, p. 41; J. WEIS, *o. c.*, p. 70.

ensanglanté plusieurs villes, et dans le courant du second siècle, les murs des cités populeuses de l'Asie avaient dû retentir plus d'une fois des cris de mort que la populace de Smyrne proférait contre saint Polycarpe¹, et avaient dû être témoins de violences et de tumultes comme ceux dont Méliton se plaint si amèrement². Crédule et fanatique, à l'imagination vive, aux passions violentes, la population de l'Asie proconsulaire écoutait avidement les calomnies et les excitations de ceux qui par fanatisme, haine ou cupidité voulaient la mort des chrétiens. Avant et pendant le proconsulat de Granianus, il y aura eu de ces manifestations populaires dans lesquelles la foule demandait à grands cris le sang des chrétiens. Soit faiblesse, soit recherche de popularité, des magistrats auront cédé devant ces procédés révolutionnaires : ils auront condamné, sans instruction sérieuse, ceux que la voix de la foule leur dénonçait d'une façon si peu judiciaire. Cette procédure expéditive et anormale aura produit comme fruits naturels, les deux abus que Granianus aura signalés et que l'empereur indique explicitement : a) l'inquiétude et le trouble auront été jetés dans la population ; b) les calomniateurs aux aguets en auront profité pour accuser et peut-être faire condamner des païens dont ils souhaitaient la mort ou convoitaient la fortune.

Telle est la situation à laquelle Hadrien veut porter remède. Celui que Tertullien appelle « omnium curiositatum explorator³ » n'était pas hostile au christianisme. Mais son rescrit ne s'inspire nullement du désir de protéger les chrétiens⁴ : on n'y trouve qu'une préoccupa-

1. *Martyrium s. Polycarpi* III, 2 : « Tolle impios ; Polycarpus requiratur » ; cf. x, 2 ; XII, 2, 3.

2. EUSEB., *Hist. Eccl.*, IV, 26.

3. *Apol.* 5.

4. Il est donc absolument inexact de dire, avec M. J. Weis, (p. 73) que le rescrit « n'a d'autre but que la diminution numérique des procès

tion, celle de sauvegarder l'ordre public et la marche régulière de la justice. Plus encore que le préambule, la partie dispositive du rescrit nous le prouvera.

II. *Le dispositif du rescrit.*

Si les maux auxquels il faut remédier proviennent avant tout de la pression exercée du dehors sur le magistrat pour lui extorquer sans accusation et sans examen une condamnation précipitée, il faut s'attendre à voir l'empereur prescrire des règles destinées à arrêter l'intervention anormale de la foule et à prévenir les sentences irréflechies des magistrats.

Dans le dispositif nous pouvons distinguer clairement trois parties, réglant successivement le cas d'accusations irrégulières et tumultueuses, d'accusations normales et individuelles, et enfin d'accusations calomnieuses.

1) « *Si des habitants de ta province sont en état de soutenir ouvertement leurs dires contre les chrétiens, si bien qu'ils puissent en répondre même devant le tribunal, qu'ils s'attachent uniquement à suivre cette dernière voie, mais qu'ils ne se contentent pas de pétitions et de simples clameurs.* »

Quelles sont ces « pétitions » et ces « clameurs » auxquelles l'empereur défend d'avoir recours et de reconnaître quelque valeur juridique? Pour M. Th. Keim, ces ἀξιώσεις sont des *delationes*, c'est-à-dire des dénonciations présentées régulièrement au tribunal compétent, mais qui ne constituent pas des *accusationes* dans le sens formel et strict du droit romain. En effet, dit-il, ces ἀξιώσεις sont mentionnées comme le mode ordinaire d'introduire les procès contre les chrétiens; ils émanent de

contre les chrétiens ». Cette diminution peut avoir été une *conséquence* des mesures prises par Hadrien : elle n'est certainement pas le *but* qu'il se proposait.

particuliers et non d'attroupements; le mot est mis en vedette, alors que βοαί n'est ajouté que subsidiairement pour désigner des incriminations calomnieuses plutôt que des cris d'une foule surexcitée. Contrairement à ce qu'avait prescrit Trajan, Hadrien défendrait donc d'instruire le procès d'un chrétien qui n'est déféré au tribunal que par une simple délation¹.

Il nous est impossible d'adopter cette manière de voir. Le mot βοαί ne peut désigner, dans l'occurrence, des accusations calomnieuses, puisque l'empereur traite ici l'hypothèse d'incriminations soutenables « même devant le tribunal ». Le mot conserve donc sa signification ordinaire de *cris*. Mais on s' imagine difficilement un individu isolé venant accuser un chrétien en criant à tue-tête. Admettons donc simplement qu'il s'agit de clameurs proférées par la foule, comme le dit Eusèbe. — Le mot ἀξιώσεις n'est pas un terme juridique² pour désigner les *delationes* du droit romain. Il exprime l'idée d'une demande quelconque. Que si le sens demande à être précisé, c'est par le contexte qu'il devra l'être. Or, quoiqu'en dise M. Th. Keim, nous ne parvenons pas à saisir comment ἀξιώσεων est plus accentué dans la phrase que μόναις βοαίς. Les deux termes sont simplement juxtaposés et nous semblent intimement unis³ pour désigner des demandes de condamnation qui sont faites à grands

1. TH. KEIM. *Bedenken gegen die Echtheit des Hadrianischen Rescript* dans *Theol. Jahrbücher* XV, 1856, p. 389 ss.

2. Le terme latin *petitiones* est usité en droit pour désigner l'introduction de la plainte, mais uniquement en matière de droit civil et privé. En droit public le mot n'est employé que pour l'action *pecuniarum repetundarum*. Quand il s'agit d'une peine non pécuniaire, le sens de *petere* ne s'adapte plus et le mot a disparu de l'usage cf. TH. MOMMSEN, *Römisches Strafrecht*, Leipzig, 1899, pp. 381 et 1017.

3. La liaison est même si intime qu'Eusèbe, en résumant la lettre de Gratianus omet les ἀξιώσεις pour ne parler que des βοαί δέμων.

cris plutôt que d'être présentées normalement d'après les règles de la procédure. — Rien n'autorise M. Keim à dire que ces pétitions sont faites individuellement. Le texte insinue plutôt le contraire : dans la phrase en question, les pétitions émanent « des gens de la province ». C'est dans les phrases suivantes qu'on suppose des accusations présentées par un seul individu : *εἴ τις*. Enfin le rescrit ne suppose pas davantage que ces *ἀξιώσεις* sont le mode ordinaire d'introduire le procès contre les chrétiens. Le mot ne se trouve que dans la première clause qui traite de l'hypothèse d'incriminations fondées, mais irrégulières ; dans la seconde il sera question d'accusations fondées et régulières, et dans la troisième enfin, le rescrit réglera le cas des délations calomnieuses.

L'empereur, suppose, dans cette première disposition, que des gens de la province ont, contre les chrétiens, des griefs assez fondés et assez juridiques pour pouvoir être prouvés et soutenus non seulement devant une foule crédule et fanatique, mais même (*καί*) devant le tribunal. Dans ce cas, dit-il, je ne veux pas que les plaignants excitent le peuple et viennent en foule demander à grands cris la condamnation des coupables. Qu'ils intentent et poursuivent devant la justice régulière, une action dont les conditions de recevabilité seront indiquées dans les clauses suivantes. Que cette voie légale seule leur reste ouverte : *καὶ πρὸ βήματος ἀποκρίνεσθαι, ἐπὶ τοῦτο μόνον τραπῶσιν*.

Pline avait accueilli favorablement des libelles d'accusation non signés. Trajan s'était prononcé énergiquement contre ces délations anonymes. « Nam et pessimi exempli nec nostri saeculi est » avait ajouté l'empereur avec une légitime fierté. Dans le cas actuel les délations ne se font plus par lettres non signées. Mais au milieu de cette foule, personne ne se présente pour assumer individuellement la responsabilité de l'accusation. Le magistrat instructeur se trouve devant ce grand et dangereux

anonyme qu'est la foule surexcitée. Dans les deux cas, il n'a aucune garantie que l'incrimination est loyale et sincère. En proscrivant ces accusations irrégulières et ces procédés révolutionnaires, Hadrien poursuit la même politique que son père adoptif, et témoigne du même souci pour la régularité dans l'administration de la province et dans l'exercice de la justice.

2. « *Mais si quelqu'un, poursuit le rescrit, veut les accuser juridiquement (κατηγορεῖν), il est beaucoup plus équitable que tu connaisses de cette accusation. Si donc quelqu'un accuse les chrétiens et prouve qu'ils commettent des infractions aux lois, dans ce cas juge-les selon la gravité du délit.* »

Dans cette seconde clause, l'empereur détermine les conditions régulières dans lesquelles doit se dérouler un procès intenté aux chrétiens. 1° Le rescrit ne parle plus d'une simple pétition (ἄξιώςις) mais d'une accusation ou délation juridique (κατηγορεῖν). 2° Ce n'est plus la foule « des provinciaux » qui demande la condamnation des délinquants, c'est un individu déterminé (εἷ τις) qui se présente pour remplir toutes les formalités requises. 3° L'acte d'accusation doit spécifier le délit juridique, une infraction aux lois : τι παρὰ τοὺς νόμους πραττόντας. 4° Dans ces conditions le juge pourra examiner la cause beaucoup plus équitablement que sous la pression de la foule et il devra « connaître de cette accusation ». 5° Enfin le délateur devra établir le bien fondé et le caractère juridique de son accusation et « prouver que les accusés ont commis des infractions aux lois ». 6° S'il conste de la culpabilité du prévenu, le juge devra le « punir d'après la gravité du crime commis ».

On le voit, Hadrien ne fait que sanctionner et en quelque sorte spécifier la jurisprudence établie par Trajan : « *si deferantur et arguantur [christiani] puniendi sunt.* »

3. « Mais, par Hercule, si c'est par calomnie que quelqu'un aura agi de la sorte [aura accusé des chrétiens], réprime sa méchanceté et aie soin de le punir. »

Cette troisième disposition ne se trouve pas dans le rescrit de Trajan ; mais elle est de tout point conforme aux principes du droit romain et l'empereur juge utile de les rappeler explicitement, parce que les abus s'étaient multipliés.

D'après l'*ordo judiciorum publicorum*, le calomniateur devait être poursuivi, du chef de *calumniā* criminelle, devant la même *quaestio*, devant laquelle il avait lui-même attiré sa victime. La procédure à suivre était fixée par la loi, les peines étaient sévères et déterminées légalement ¹. Au contraire, dans la procédure de la *cognitio*, où le magistrat instruisait et tranchait lui-même le procès, et qu'on appelait « extraordinaire », mais qui était d'une pratique usuelle et se trouvait seule compétente pour le crime de christianisme, les règles légales concernant la *calumniā* n'étaient pas obligatoires. Le juge pouvait toutefois poursuivre et punir le délateur calomnieux *extra ordinem*, avec mitigation de peines ².

Telles étaient les dispositions ordinaires du droit commun. Mais, à certains moments, la fausse délation devenait un véritable fléau. Alors les empereurs intervenaient pour insister sur la nécessité de punir sévèrement les sycophantes.

C'est probablement à quelques-unes de ces décisions que Tertullien fait allusion en parlant des mesures prises par Tibère et Marc Aurèle ³. L'avocat du christianisme présente, il est vrai, ces mesures comme si elles avaient été édictées directement contre les accusateurs *des chré-*

1. TH. MOMMSEN, *Röm. Strafr.*, p. 490-497.

2. Id. p. 497-498 ; 369, note 5.

3. *Apol.* 5.

tiens. Mais cette appréciation tient apparemment à sa tendance apologétique à faire passer tous les bons empereurs pour des amis plutôt que des persécuteurs du christianisme¹. Il ne faut voir dans les mesures prises par Tibère et Marc Aurèle que des dispositions générales décrétées contre *tout* accusateur ou dénonciateur *calomnieux*. Cela ne peut être douteux pour Tibère : sous son règne, le christianisme, pas plus que la religion juive, n'était un crime juridique. Et au sujet de Marc Aurèle, nous savons, par son biographe, qu'il a porté un décret contre les « falsi delatores » (*Vita*, XI, 1, 2). Nous savons d'ailleurs par un texte du Digeste (XLIX, 14, 2, § 5) qu'Hadrien lui-même avait déjà pris des mesures énergiques pour réprimer certains abus de délation et de calomnies.

Dans son rescrit à Fundanus, il n'aura donc fait qu'urger, en l'appliquant directement aux calomnieux des chrétiens, un principe fondamental du droit romain, une mesure générale applicable à tous les sycophantes. Auparavant le juge statuant *extra ordinem* pouvait punir un calomnieux des chrétiens : maintenant l'empereur insiste pour que le juge fasse sévèrement usage de ce droit.

Il semble donc que Hadrien ne fait qu'accentuer et préciser la jurisprudence sanctionnée par son prédécesseur : entre les deux rescrits d'Hadrien et de Trajan, il n'y a aucune différence de principe, même aucune diversité essentielle quant à la procédure.

Toutefois, à comparer attentivement les deux documents, on pourrait se demander si Hadrien n'introduit pas dans la procédure anti-chrétienne une modification plus radicale.

1. Cf. nos articles dans la *Revue d'hist. ecclés.*, 1901 et 1902 : *Les premiers chrétiens furent-ils persécutés par édit généraux ou par mesures de police ?* surtout 1902, pp. 329 ss.

En droit romain, il y avait une différence très marquée entre l'*accusatio* dans le sens strict et la simple dénonciation ou *delatio*. La première, essentielle aux grands procès instruits devant les *quaestiones perpetuae*, était rigoureusement soumise à une série de formalités très précises, auxquelles la *delatio* n'était pas astreinte. L'*accusator* assumait toute la responsabilité de l'action intentée ; il ne lui suffisait pas de montrer que son accusation était sérieuse et loyale, il devait en outre mener toute l'instruction préliminaire ; dans l'instance judiciaire même, c'était lui qui citait et interrogeait les témoins à charge, qui répondait aux arguments et aux témoins de la partie défenderesse ; c'était lui, en un mot, qui menait et soutenait toute l'action et devait former l'opinion des jurés appelés à décider de la sentence. Au contraire, dans les procès de simple *cognitio*, quand le magistrat ne procédait pas d'office, par voie d'inquisition strictement dite, le délateur devait évidemment montrer que sa dénonciation était fondée. Mais dès que le juge avait reconnu le caractère sérieux et loyal de la délation, et qu'il l'avait acceptée, le dénonciateur ne devait plus nécessairement intervenir dans le procès. C'était le magistrat lui-même qui instruisait l'affaire et rendait le verdict.

En matière de christianisme, il est certain que Trajan n'exigeait pas une accusation formelle, dans le sens de l'ancien droit. S'il requiert que la dénonciation ne soit pas anonyme, c'est uniquement pour avoir une garantie de la loyauté et du bien-fondé de la dénonciation. Mais on pourrait se demander si Hadrien n'exige pas une accusation en due forme.

A première vue, on serait peut-être tenté de le croire : Eusèbe se sert du mot *κατηγορεῖν*, et l'empereur impose à l'accusateur l'obligation de prouver son incrimination, et réclame la punition de celui qui poursuit un chrétien par calomnie.

Toutefois ces raisons ne sont pas assez fortes pour nous obliger à admettre cette interprétation restrictive.

Personne ne songera à prétendre qu'Hadrien veuille soustraire la cause des chrétiens à la compétence du juge statuant *extra ordinem*, pour la confier à l'une ou l'autre des *quaestiones perpetuae*. Dès lors, toutes les formalités de l'*ordo judiciorum publicorum* ne sont pas obligatoires. En particulier, la nature et le rôle de l'accusation sont forcément changés. Car dans le grand procès d'accusation des *quaestiones perpetuae*, l'accusateur assume la responsabilité de l'action, parce qu'il représente momentanément la société, dont il doit défendre les intérêts dans le procès en cours. Dans la procédure de la simple *cognitio* au contraire, la communauté confie la sauvegarde de ses intérêts à un représentant attitré de l'autorité, au magistrat officiel qui est juge dans le procès. Si, au lieu d'agir strictement par voie d'inquisition, ce magistrat attend qu'un tiers vienne déposer une plainte ou porter une accusation contre le délinquant, il va de soi que le rôle de ce tiers sera bien moins important que dans le grand procès des *quaestiones*. L'*accusatio* devient une simple *delatio* qui n'est autre chose qu'une accusation mitigée. Le dénonciateur ne devra plus conduire toute l'instruction — qui est confiée au juge —, mais il devra montrer que son incrimination est loyale et sérieuse; il ne pourra donc pas garder l'anonyme : c'est ce que prescrit Trajan; il devra même — quand on craint des abus spéciaux — fournir, au moins dans l'instruction préliminaire devant le juge, la preuve de son accusation : c'est ce qu'exige Hadrien. S'il n'assume pas la responsabilité de tout le procès, comme l'accusateur, il en porte cependant une partie, puisque c'est lui qui a engagé la poursuite. Aussi le droit romain a étendu le principe de la punition de l'accusateur calomnieux au faux délateur : mais comme la responsabi-

lité est moins grande, le délit est moins grave, la poursuite n'est pas toujours obligatoire, la procédure est arbitraire et la peine est atténuée ¹. Le grec *κατηγορεῖν* sert à désigner l'une et l'autre de ces procédures; et même, surtout sous l'empire, le terme *accusare* qui, au sens strict ne s'entend que de l'accusation formelle de l'ancien droit, s'applique à l'action du simple dénonciateur.

C'est bien dans cet ordre d'idées qu'il faut expliquer, croyons-nous, le rescrit d'Hadrien ². La délation était en réalité devenue, dit M. Mommsen ³ « le fondement juridique du droit pénal de la fin de la république et de l'époque impériale ». Comme nous venons de le voir, toutes les objections soulevées plus haut s'expliquent naturellement. Et dans aucun des procès dont la relation authentique nous est conservée, nous ne voyons un accusateur jouer le rôle qui convenait à ce personnage dans la stricte procédure accusatoire.

Rappeler et régler divers points de *procédure*, tel est bien, nous venons de le voir, le but du rescrit. Mais l'acte impérial ne touche-t-il pas à la législation? Ou du moins le texte ne nous fournit-il pas quelques indices concernant le *fondement juridique* de la répression du christianisme?

Il saute aux yeux que l'empereur ne défend ni d'accuser ni de condamner les chrétiens. Comme le rescrit de Trajan ⁴, celui d'Hadrien *suppose* clairement que les disciples du Christ peuvent être régulièrement poursuivis et condamnés. Mais en vertu de quelles mesures répressives et pour quel crime juridique? Le texte ne le dit pas

1. TH. MOMMSEN, *Röm. Strafr.*, pp. 497-498; 369, note 5.

2. *Ibid.*, p. 498, note 1.

3. Note à l'ouvrage de A. HARNACK, *Das Edikt des Antoninus Pius*, p. 49.

4. Cf. *Rev. d'hist. ecclés.*, III (1902), p. 5 ss.

explicitement. Rien d'étonnant donc si chaque historien s'est plu à l'interpréter conformément à l'opinion générale qu'il s'était faite, d'après d'autres arguments, sur la question des bases juridiques des persécutions du second siècle.

1. M. J. Weis est le partisan le plus radical du système des mesures de police, proposé d'abord par M. Mommsen ¹. Il croit trouver dans une des clauses du rescrit un argument positif en faveur de son opinion. A l'encontre du juge criminel qui devait appliquer la peine inscrite dans la loi, le magistrat procédant par droit de coercition était affranchi des prescriptions de la loi pénale et punissait arbitrairement comme il l'entendait. Or le rescrit sanctionne précisément cet arbitraire de punir « κατὰ τὴν δύναμιν τοῦ ἀμαρτήματος ² ».

Pour plus d'une raison, nous croyons que M. Weis s'exagère la portée de cette expression : κατὰ τὴν δύναμιν τοῦ ἀμαρτήματος. D'abord la phrase où nous trouvons cette clause ordonne de punir ceux qui sont convaincus d'infractions *aux lois*, au pluriel et sans détermination (παρὰ τοὺς νόμους). L'empereur vise donc d'une manière indéterminée toutes les lois, comme toutes les infractions, dont la nature et la gravité varient ³ et pour lesquelles le droit pénal détermine lui-même des peines différentes. Entre ces peines, toutes prescrites par le code pénal, qui devra choisir, sinon le juge ? Et d'après quoi se décidera-t-il, si ce n'est d'après la nature et la gravité du délit : κατὰ τὴν δύναμιν τοῦ ἀμαρτήματος ?

Il est vrai, la loi qui avait défendu d'être chrétien, avait décrété du même coup pour tous ceux qui étaient

1. *Rev. d'hist. ecclés.*, II (1901), p. 771 ss., nous avons exposé et réfuté cette opinion.

2. J. E. WEIS, *Christenverfolgungen*, p. 71.

3. « Die Begründung der Klage kann verschiedenartig sein » dit M. J. WEIS, *ouv. cité*, p. 70.

convaincus de christianisme, la peine de mort. Mais d'abord, Pline avait déjà demandé à Trajan « sitne aliquod discrimen aetatum an quamlibet teneri nihil a robustioribus differant » ? Et l'empereur s'était contenté de répondre à cette question : « neque in universum aliquid, quod quasi certam formam habeat, constitui potest. » C'était permettre implicitement aux juges criminels d'apprécier, jusqu'à un certain point, la culpabilité des délinquants et de les punir en conséquence « d'après la gravité du délit ». Ensuite, il est établi que dans la sentence capitale même, les jurisconsultes et les magistrats reconnaissaient des degrés différents de sévérité d'après le mode d'exécution, depuis la simple décapitation par le glaive, jusqu'à la mort plus cruelle par le feu ou la croix ¹. Encore ne parlons-nous pas des peines capitales qui n'entraînaient pas la mort réelle. Enfin, si la liberté laissée au juge criminel d'apprécier la culpabilité et de graduer la peine était presque nulle dans la procédure de l'*ordo judiciorum publicorum*, sous la République, il n'en était plus de même au second siècle, ni dans les instances jugées *extra ordinem*, comme l'étaient tous les procès contre les chrétiens. Depuis le berceau de l'empire on voit s'élargir petit à petit le pouvoir du juge de graduer la peine d'après certaines considérations que M. Mommsen signale et qui étaient laissées à l'appréciation du tribunal ². Autant de raisons qui servent à expliquer d'une manière adéquate la clause que M. Weis nous objecte ³.

1. Cf. TH. MOMMSEN, *Röm. Strafr.*, p. 908.

2. *Ibid.*, p. 1042 ss.

3. C'est donc à tort que M. Weis écrit, p. 132, note 1 : « Unter der Voraussetzung, dass kaiserliche Edikte das Christentum kurzweg unter Todesstrafe verboten... ist Hadrians Reskript *unverständlich, ja unmöglich* ». C'est à tort aussi que Keim et Aubé se sont basés sur cette clause pour attaquer l'authenticité du rescrit, en prétendant que cette clause était incompatible avec une loi qui aurait simplement décrété la peine de mort contre tout chrétien.

Si le rescrit ne contient aucune clause favorable à l'hypothèse des mesures de police, il renferme plus d'une disposition qui semble nettement incompatible avec ce régime.

A propos du rescrit de Trajan, M. J. Weis écrivait : « La prescription de l'intervention d'un accusateur public est certainement une formalité empruntée à la justice criminelle ¹. » A plus forte raison faudra-t-il en dire autant du rescrit d'Hadrien. Dans aucun des cas prévus par ce document, l'initiative n'est prise par les magistrats ; le procès ne peut même être introduit que par une accusation ou délation individuelle et régulière. C'est donc le régime du rescrit de l'an 112. Ce régime est même renforcé. Non content d'exiger, comme son prédécesseur, un acte d'accusation sérieux et loyalement signé, Hadrien demande en outre que l'accusation soit prouvée par le délateur. Où trouver ici le pouvoir discrétionnaire du magistrat à coercition ? Le droit de prendre l'initiative des mesures ou des poursuites jugées nécessaires pour le maintien de l'ordre public doit être, semble-t-il, inhérent à ce droit de police si étendu, qui avait précisément pour but de sauvegarder la moralité et la sécurité publiques dans les circonstances non réglées par les lois. Comment un magistrat armé de ce pouvoir de coercition remplira-t-il sa mission si, constatant le danger, il lui est défendu d'agir tant qu'il n'aura pas plu à un tiers quelconque de venir lui présenter un acte de dénonciation ?

Au reste le caractère distinctif du pouvoir de coercition, c'est de ne pas être limité dans ses sentences par les déterminations des lois pénales. Or d'après le rescrit d'Hadrien, les seuls objets sur lesquels peuvent et doivent rouler l'accusation du délateur et la sentence du juge sont les *infractions aux lois pénales*. Nous voilà

1. *Ouv. cité*, p. 66.

donc aux antipodes du *jus coercitionis*, en pleine application judiciaire des lois pénales existantes.

2. Il va de soi que les lois pénales qui proscrivent le vol, l'incendie, le meurtre, la concussion, la lèse-majesté ou tout autre crime de droit commun obligeaient les chrétiens aussi bien que les autres sujets de l'empire. Le cas échéant, ils pouvaient donc être légitimement traduits en justice pour infraction à ces lois. En outre une loi pénale exceptionnelle avait défendu, sous peine de mort, d'être chrétien. L'*esse* ou le *nomen christianum*, l'adhésion au christianisme et sa profession était donc, elle aussi, une infraction à la loi, tout comme le vol et le parricide¹. Au moment du rescrit d'Hadrien, les chrétiens pouvaient donc être poursuivis et condamnés pour infractions à toutes les lois de droit commun et à la loi exceptionnelle de proscription du christianisme.

Mais le rescrit d'Hadrien ne vient-il pas modifier cette situation juridique? Quelques historiens sont de cet avis. Ils croient que désormais on ne peut plus légalement accuser ou condamner des chrétiens pour d'autres crimes que pour ceux de droit commun. Les poursuites *propter solum nomen christianum* ne sont plus admises. C'est l'abrogation pure et simple de la législation exceptionnelle édictée contre la profession chrétienne. C'est, pour nous servir d'un mot de M. Mommsen, « l'égalité juridique »² octroyée aux chrétiens.

Un changement aussi radical dans la législation serait autrement important que certaines modifications de détail

1. Tout porte à croire que cet édit de proscription du christianisme émanait de Néron. En tout cas, il est hors de doute qu'il existait avant le rescrit de Trajan, qui en a consacré le caractère obligatoire et déterminé la jurisprudence. Voir les preuves que nous en avons données dans la *Revue d'hist. ecclés.*, Louvain, 1902, pp. 5, 324 et 601 ss.

2. *Der Religionsfrevet*, p. 420, dans *Historische Zeitschrift*, t. LXIV, p. 420.

apportées à la procédure. Or le rescrit consacre les quatre phrases de son dispositif à réglementer la jurisprudence à suivre dans les trois cas prévus dans l'acte. Et l'empereur n'aurait pas pu ajouter une phrase pour déclarer que, contrairement au droit en vigueur, les chrétiens ne pouvaient plus être poursuivis *propter solum nomen* ! La seule expression qui aurait dû promulguer ce changement est *παρὰ τοὺς νόμους* ! Qui le croira ? L'expression passe presque inaperçue dans une phrase qui est destinée à assurer la régularité de l'accusation et le soin de l'instruction. Au surplus, les termes sont si vagues, si généraux, qu'ils ne peuvent avoir la prétention de changer le droit existant. Si la profession de christianisme constituait en elle-même une infraction à la loi exceptionnelle qui défendait d'être chrétien, pourquoi cette infraction ne serait-elle pas comprise dans les infractions « aux lois » dont parle le rescrit ? Si Hadrien avait voulu excepter ou abroger cet édit, il n'aurait pas manqué de le dire. Tant qu'on ne nous prouvera pas qu'il l'a dit, nous nous permettrons de croire qu'il ne l'a pas voulu.

Si du texte nous passons à l'application, tous les documents authentiques nous montrent que, après comme avant Hadrien, tous les procès chrétiens du second siècle se résument à constater si le chrétien persévère dans la profession de sa foi ou bien s'il consent à manifester son apostasie en posant un acte contraire à la religion chrétienne. C'est donc *propter solum nomen* qu'ils sont poursuivis !.

M. Harnack s'est rendu compte de l'importance de ces raisons. Aussi ne partage-t-il pas l'opinion de M. Mommsen. « Si l'acte d'Hadrien, dit-il, devait être interprété strictement dans le sens indiqué par M. Mommsen, il ne faudrait pas hésiter à le considérer comme apocryphe.

1. A. HARNACK, *Das Edikt des Antoninus Pius*, p. 44.

Seulement le rescrit ne proclame ni la tolérance du christianisme, ni l'égalité juridique des chrétiens en général ; il n'affirme pas davantage qu'on peut uniquement poursuivre les chrétiens du chef de crimes non religieux. Il faut envisager la situation d'une manière plus concrète : par des pétitions tumultueuses et réitérées, les habitants de la province d'Asie ont obligé les gouverneurs à poursuivre les chrétiens — disons hardiment du chef d'athéisme ¹. Le gouverneur en réfère à l'empereur. Celui-ci répond que, pas plus qu'auparavant, on ne fermera aux provinciaux le chemin de l'accusation ; mais — voici maintenant la différence — le principe fondamental que le *nomen christianum ipsum* constitue un crime, ne sera plus maintenu en justice criminelle mais seulement appliqué en matière de coercition ; en d'autres mots (les magistrats peuvent de leur propre chef, et dès que l'intérêt de l'état semble l'exiger, doivent comme par le passé, cela va de soi, punir les chrétiens, mais) dans le cas où les habitants de la province veulent intenter aux chrétiens un *procès d'accusation*, on s'en tiendra à la règle qu'ils ont à prouver *adversus leges quidquam* (remarquez la généralité de l'expression qui n'exclut nullement d'une façon déterminée le crime religieux) *agere memoratos homines* et qu'ils s'exposent à une punition dans le cas d'accusations fausses » ².

Si nous comprenons bien sa pensée, M. Harnack trouve que le rescrit d'Hadrien autorise concurremment deux systèmes de procédure absolument divers : 1° la coercition des magistrats devant laquelle les chrétiens peuvent être,

1. Ceci est une hypothèse gratuite que rien dans le rescrit ne vient corroborer, mais dont beaucoup d'autres faits et documents prouvent l' inanité.

2. AD. HARNACK, *Das Edikt des Antoninus*, p. 44-45. Cette opinion admise par FUNK, *ouv. cité*, p. 345 ; W. NICOLAI, *Beiträge*, p. 7 et TH. WEHOFER, *ouv. cité* ; est rejetée par WEIS, *ouv. cité*, p. 71, note 3.

sans accusation ou dénonciation, poursuivis comme chrétiens, *propter solum nomen*; 2° la juridiction criminelle régulière devant laquelle les habitants de la province pourront intenter un procès d'accusation, à condition de n'apporter que des accusations fondées et prouvées et de n'alléguer que des crimes juridiques (*contra leges*) et non pas la simple qualité de chrétien.

Nous n'avons qu'une seule objection à faire valoir contre cette interprétation. Espérons qu'elle suffira pour mettre à nu la faiblesse de cette nouvelle hypothèse.

Tout ce que M. Harnack nous dit des poursuites par droit de coercition, il le met entre parenthèse parce qu'*il ne l'a pas puisé dans le rescrit*; il le suppose; cela lui paraît « *selbstverständlich* ». Il s'imagine qu'il est établi d'autre part que les fidèles étaient habituellement poursuivis par mesures de police. Mais cette preuve n'est pas faite. Nous croyons même avoir prouvé le contraire. Et puisque le récit d'Hadrien ne fournit pas le moindre argument en faveur de cette opinion, nous pouvons l'écarter sans hésitation.

Ce que l'examen du texte même du rescrit a appris à M. Harnack, c'est le droit des provinciaux d'intenter aux chrétiens un procès régulier devant la juridiction criminelle, la possibilité de le baser sur une accusation de crime juridique même religieux, la nécessité de prouver le délit juridique imputé, et enfin la menace de châtiments pour les accusateurs calomnieux.

Tout cela est parfaitement exact, mais n'est pas complet. Il faut y ajouter : a) que la première clause du rescrit défend clairement aux provinciaux de suivre une autre voie que celle de l'accusation ou délation devant le tribunal ordinaire : *καὶ πρὸς βήματος... ἐπὶ τοῦτο μόνον τραπῶσιν*; b) que nulle part le rescrit ne révoque le *conquirendi non sunt* de Trajan. Donc les particuliers ne peuvent que s'adresser par voie légale à la juridiction

régulière et le magistrat ne peut pas agir d'office. Où donc est le domaine de la *coercitio*?

Il semble donc clair que le rescrit ne cherche pas à modifier la base juridique des poursuites : il ignore les poursuites par mesures de police ; il suppose clairement l'existence de lois pénales qu'on peut invoquer et appliquer judiciairement contre les chrétiens. Si auparavant les chrétiens pouvaient être condamnés « propter solum nomen etiamsi flagitiis careat », ils peuvent l'être tout aussi bien depuis la réponse d'Hadrien. L'acte impérial n'a d'autre but que de sanctionner la jurisprudence inaugurée par Trajan, en précisant et en urgeant certaines formalités de procédure¹, afin de sauvegarder l'ordre public et d'arrêter les abus qu'on avait signalés. L'introduction du procès ne peut se faire tumultueusement et à grands cris, mais par un acte d'accusation individuel et régulier. Les griefs doivent être juridiques et prouvés, pour que la sentence soit bien motivée ; enfin les accusateurs calomnieux seront punis sévèrement.

II

AUTHENTICITÉ DU RESCRIPT

Les explications précédentes sur le sens et la portée du rescrit d'Hadrien paraîtront peut-être trop longues ; mais elles nous permettront d'être bref sur la question d'authenticité. Le rescrit impérial, tel que nous l'avons expliqué, vient se placer si harmonieusement dans son cadre

1. C'est ce qui explique comme quoi plusieurs historiens ont trouvé que le rescrit était vague, ambigu « dans l'idée et dans l'expression », quand il s'agit de déterminer quels sont les crimes dont il faut faire la preuve. Nous ne croyons pas avec M. RAMSAY, *ouv. cité*, p. 322, que ce vague ait été cherché par l'empereur pour laisser plus de liberté aux gouverneurs. Le rescrit n'est ambigu que pour ceux qui ne connaissent pas le droit existant qu'Hadrien suppose.

historique, qu'il porte en lui-même la preuve de son authenticité. Il reflète fidèlement le caractère et les tendances des païens de l'Asie proconsulaire ; il se greffe parfaitement sur le rescrit de Trajan, dont il maintient les principes en les appliquant aux nécessités du moment ; il s'harmonise avec les règles fondamentales du droit pénal romain et la procédure courante de la première moitié du second siècle ; ensemble avec le rescrit de Trajan, il est le fondement de toute la jurisprudence, dont nous trouvons l'application dans les actes des martyrs, et la critique dans les apologistes du second siècle.

Voilà bien des arguments sérieux pour nous garantir l'authenticité de ce texte. Écoutons les objections des adversaires.

1. Si le rescrit est authentique, nous dit-on, comment expliquer le silence des écrivains du second et du troisième siècle ? A part Méliton, chez qui nous trouvons deux mots sur cet acte, nul écrivain ne le cite, nul apologiste ne l'invoque. Tertullien surtout, qui était parfaitement au courant du droit antichrétien, et qui résume plusieurs fois le rescrit de Trajan ¹ n'en a gardé aucune connaissance. Le document nous a été conservé, avec quelques mots d'introduction, à la fin de la première apologie de saint Justin. Mais il suffit de lire le § 68 de cette apologie, pour se convaincre que l'œuvre originale de saint Justin se termine par ces mots : ὁ φίλον θεῶ τοῦτο γενέσθω. La finale n'a pas de liaison avec ce qui précède : c'est une addition qui doit avoir été faite par une main étrangère et postérieure.

On nous permettra de faire remarquer que le témoignage de l'évêque de Sardes, Méliton, n'est pas tellement à dédaigner. Moins de cinquante ans après le rescrit,

1. *Apol.* 2 et 5.

vers 170, un évêque de cette même province à laquelle la lettre impériale était destinée, adresse à Marc Aurèle une apologie dans laquelle il rappelle à l'empereur le rescrit de son grand-père à Minicius Fundanus. La mention est brève sans doute, mais elle est explicite; et il est peut-être bien d'autres documents qui doivent attendre plus longtemps et se contenter de circonstances moins solennelles pour se montrer dans le champ visuel de l'histoire. Mériton n'était-il pas dans d'excellentes conditions pour être bien exactement renseigné?

Pourquoi les adversaires de l'authenticité se montrent-ils plus exigeants à l'endroit du rescrit d'Hadrien qu'à l'égard de la lettre de Trajan à Pline? Bien que celle-ci ne soit citée que par un seul apologiste, Tertullien, ils ne doutent pas — et avec raison — de son authenticité¹. Et cependant le rescrit de Trajan avait deux titres à être invoqué de préférence à celui d'Hadrien. D'abord il s'est trouvé inséré dans la correspondance de Pline, qui a eu de bonne heure une publicité et une notoriété à laquelle la lettre à Fundanus n'a jamais pu prétendre. En outre des deux rescrits, le premier inaugure une jurisprudence nouvelle et exceptionnelle; l'autre, même dans ce qu'il contient de nouveau, ne fait qu'appliquer à des cas particuliers les règles du premier rescrit et les principes généraux du droit romain. Le rescrit d'Hadrien avait donc pour les apologistes ou les historiens comme pour les magistrats une importance bien moindre que la lettre de Trajan à Pline. En dehors de la province d'Asie il aura donc probablement été très peu connu. On s'explique dès

1. Très étrange, mais moins sérieuse est l'opinion de M. CH. GUIGNÉBERT, *Tertullien, étude sur ses sentiments à l'égard de l'empire et de la société civile*, Paris, 1901, qui semble admettre sans discussion l'authenticité du rescrit d'Hadrien (p. 73, note), mais qui enfile, au sujet du rescrit de Trajan, durant vingt pages, une série de points d'interrogation, les uns plus étonnants que les autres (p. 75-94).

lors assez facilement comme quoi Tertullien qui a lu la lettre de Trajan, n'a pas connu le rescrit d'Hadrien.

Il n'en est pas moins important de se rappeler que l'auteur de l'*Apologeticum* a probablement puisé, à plusieurs reprises, dans la première apologie de saint Justin. S'il avait rencontré là le rescrit adressé à Fundanus, il n'aurait pas manqué d'en tirer profit, par exemple au chapitre V de l'*Apologeticum*, soit pour prouver en général la bienveillance des bons empereurs à l'égard des chrétiens, soit en particulier pour appuyer sur un document authentique ce qu'il rapporte des peines prétendument décrétées par Tibère et Marc Aurèle contre les accusateurs des chrétiens¹. Et si Tertullien n'a pas lu dans saint Justin la lettre en question, c'est — croyons-nous — qu'elle ne se trouvait pas dans l'exemplaire qu'il avait entre les mains.

Pour ce motif, autant que pour le manque de cohésion entre l'appendice et le corps de l'apologie, nous sommes portés à croire que le rescrit ne faisait pas partie de la première rédaction de saint Justin². Mais il n'est pas prouvé

1. Voir plus haut, p. 162.

2. Il y a d'ailleurs désaccord entre le desideratum fondamental et le but de l'*Apologie* d'une part et le rescrit d'Hadrien avec la phrase qui lui sert d'introduction dans l'appendice d'autre part. Il ressort à l'évidence de plusieurs passages de l'*Apologie* (voir surtout chap. 3, 4, 7) que s. Justin demande à l'autorité romaine de mettre les chrétiens sur le même rang que tous les autres sujets de l'empire. Il veut qu'ils ne soient pas condamnés *propter solum nomen*, uniquement parce qu'ils *sont et se disent chrétiens*. Qu'on examine dans chaque cas si l'accusé a commis des *actes* criminels : si oui, qu'il soit condamné comme criminel et pas comme chrétien ; sinon, qu'il soit, quoique chrétien, acquitté comme innocent. C'est le thème général des apologistes. Or cela ne cadre pas avec la portée du rescrit d'Hadrien (p. 174). Et cependant l'auteur de la note finale de l'*Apologie* croit pouvoir en appeler, bien qu'en ordre secondaire, à ce rescrit en prétendant que celui-ci ordonne d'instruire et de juger les procès comme l'apologiste vient de le demander ! Remarquez encore la fin de cet appendice : « Nous ajoutons ici le texte de la lettre d'Hadrien pour que vous soyez convaincu que

qu'il n'a pas été ajouté, après coup, par saint Justin lui-même, à qui des chrétiens d'Asie l'auraient signalé. Toutefois, admettons que ce soit une main étrangère qui ait maladroitement cousu l'appendice à l'œuvre originale de saint Justin, la fausseté du rescrit serait-elle prouvée? Évidemment non. La pièce devait être plus connue des fidèles d'Asie que des chrétiens d'Occident, et le témoignage de Méliton nous montre que les chrétiens l'interprétaient favorablement. Quand l'apologie de saint Justin est arrivée à la connaissance des églises d'Asie, un chrétien peut avoir ajouté — sans aucune arrière-pensée — un document parfaitement authentique qui semblait favoriser les vues et renforcer les arguments de l'apologiste. Si le document avait été fabriqué d'une pièce, en Asie proconsulaire, où le grec était la langue usuelle, et pour être ajouté à une œuvre composée en grec, on peut supposer assez raisonnablement que le faussaire se serait servi de la langue grecque. N'est-ce pas ainsi qu'a agi le pseudo-Antonin le Pieux? Or nous savons par Eusèbe que primitivement le rescrit d'Hadrien avait été ajouté en latin.

Mais ce qui nous paraît concluant pour écarter l'hypothèse d'un faux, c'est l'impossibilité d'assigner un mobile qui aurait fait agir le faussaire. Si le rescrit avait été composé, comme M. Aubé le suppose, à l'imitation du rescrit de Trajan, le faussaire aurait sans doute, d'après la remarque très juste de M. Allard, fabriqué la requête de Granianus comme nous avons la lettre de Pline ¹. Ensuite, à tout prendre, le rescrit est plutôt favorable aux fidèles; car il rend plus strictes les conditions de recevabilité des accusations portées contre les chrétiens. On y cherchera donc difficilement l'œuvre d'un païen. D'autre part, si un

même en cela nous disons la vérité! » Sans cela l'empereur n'aurait sans doute pas pu vérifier la chose!

1. P. ALLARD, *ouvr. cité*, p. 243.

chrétien s'était mis en mesure de fabriquer un acte impérial concernant les persécutions, il eût été autrement catégorique. Au lieu de s'inspirer du souci de l'ordre public et de l'intégrité de la justice, il aurait cherché à sauver les victimes des persécutions sanglantes. Au lieu de s'attarder à des questions de procédure, il aurait clairement supprimé la législation de Néron et de Trajan qui faisait de la simple profession du christianisme un crime juridique. Il aurait inscrit explicitement et sans ambages ce que des historiens ont voulu y trouver, et ce que tous les apologistes ont demandé dans toutes leurs œuvres : l'abrogation des lois d'exception, l'égalité juridique, la liberté de la religion chrétienne. C'étaient bien là les dispositions et le but des faussaires qui inventaient des lettres impériales au sujet des chrétiens. On en jugera en lisant attentivement et en comparant avec notre rescrit, d'abord le faux édit d'Antonin le Pieux *ad commune Asiae*¹ et ensuite la lettre apocryphe de Marc Aurèle au sénat, au sujet du prodige de la *sitis germanica*². La comparaison de ces documents parle assez haut à elle seule pour nous dispenser d'insister davantage.

II. Les arguments internes invoqués par les adversaires de l'authenticité n'ont pas plus de valeur. Il nous suffira presque de les signaler, en nous contentant, pour toute réponse, de résumer brièvement les réfutations adéquates de MM. Funk et Allard ou de renvoyer le lecteur à nos observations précédentes.

On ergote sur la suscription de la lettre. Mais le texte latin n'a proprement pas de suscription ; tout semble indiquer que le texte grec n'a pas voulu donner une tra-

1. Voir le texte dans ERW. PREUSCHEN, *Analecta*, p. 20.

2. Voir le texte, dans ERW. PREUSCHEN, *ibid.*, p. 23. Cf. *Apol.* 5 et notre article : *Les premiers chrétiens*, dans *Rev. d'Hist. ecclés.*, III (1902), p. 332.

duction de la suscription originale. D'ailleurs elle ressemble beaucoup à celle du rescrit de Trajan à Pline ¹.

On s'est étonné de l'erreur dans le nom du proconsul qui est appelé *Serenius Granianus* au lieu de Licinius Silvanus Granianus. Le bel argument à la vérité, surtout quand on voit un second traducteur, saint Jérôme, convertir ce même nom en *Serenus Granius*, et un traducteur arménien, laisser tomber le mot Granianus et changer Minucius Fundanus en *Armonicus Fundius* ².

On a trouvé étrange que les proconsuls aient cru devoir recourir à l'empereur puisque le droit était clair et la situation juridique des chrétiens nettement définie. C'est oublier que la situation de fait avait changé, qu'il pouvait être bon de rappeler les principes en présence de la faiblesse de certains gouverneurs, et que peut-être Granianus n'aurait pas vu de mauvais œil un changement de jurisprudence ou de législation ³.

Les adversaires de l'authenticité ont cru qu'effectivement le rescrit d'Hadrien modifiait foncièrement celui de Trajan, que les chrétiens n'étaient plus nécessairement des criminels — *innoxii* — et ne pouvaient plus être condamnés *propter solum nomen*, même quand ils étaient régulièrement déferés. Or, disent-ils, tout cela ne cadre ni avec les apologies et les actes des martyrs qui nous montrent les chrétiens poursuivis *ob solum nomen*, ni avec le caractère d'Hadrien qui vouait autant de mépris aux dieux exotiques qu'il avait d'attachement au culte national, et qui n'avait pas l'habitude d'introduire des modifications importantes dans le droit existant. Mais cette conception du christianisme et de la jurisprudence antichrétienne est de tout

1. F. FUNK, *Ouv. cité* p. 337; P. ALLARD, *Hist. des perséc.*, p. 243.

2. F. X. FUNK., *ibid.*, p. 336. Orose (*Hist.* VII, 13) parle de l'apologie — la lettre — de *Serenus Granius*, et Rufin — le soi-disant texte original — porte *Serenus* !

3. P. ALLARD, *ibid.*, p. 245.

point conforme aux prétentions émises par les apologistes, qui vantaient l'innocence des disciples du Christ et demandaient qu'ils ne fussent punis que pour des crimes de droit commun dûment prouvés. Le rescrit est donc l'œuvre d'un faussaire chrétien.

Cette conclusion s'imposerait si elle ne reposait pas sur une hypothèse fausse. Nous avons prouvé, au chapitre premier, que le rescrit doit s'entendre d'une tout autre manière, si bien qu'il vient se greffer naturellement sur l'acte de Trajan, et s'harmonise parfaitement avec les circonstances de temps autant qu'avec le caractère d'Hadrien.

Il reste une série d'objections qui se basent exclusivement sur le texte latin. Celui-ci, dit-on, recommande chaudement l'innocence des chrétiens : l'empereur les qualifie d'*innocentii*. La locution *pro merito peccatorum* se ressent de l'influence chrétienne. Enfin, dit-on, le langage est vague, flottant et ne rappelle en rien le style ferme des autres rescrits d'Hadrien recueillis et cités par les rédacteurs des Pandectes ¹.

Toute la force probante de cet argument se retourne non pas contre l'authenticité du rescrit lui-même mais contre la valeur du texte latin, et nous permet de croire que ce texte pourrait bien n'être — comme nous l'avons déjà dit — qu'une traduction assez défectueuse, qui se ressent des opinions chrétiennes du traducteur.

III

LE TEXTE DU RESCRIPT

Au dire d'Eusèbe ², le rescrit d'Hadrien était donné en latin dans l'*Apologie* de saint Justin. Il n'y a pas de doute

1. Voir P. ALLARD. *Histoire des perséc.*, p. 244.

2. *Hist. Eccl.* IV, 8.

que ce texte ne fût l'original. Eusèbe l'a traduit en grec pour l'insérer dans son *Histoire de l'Église*. Plus tard cette version a pris, dans l'œuvre grecque de saint Justin, la place même du texte latin qui ne nous a pas été transmis avec l'*Apologie* du philosophe martyr.

Mais dans sa traduction latine de l'*Histoire de l'Église* d'Eusèbe, Rufin nous donne du rescrit un texte latin qui ne concorde pas exactement avec la traduction de l'évêque de Césarée. Nous savons, par de multiples exemples, que Rufin était loin d'être un traducteur méticuleux. Aussi les écarts entre les deux textes ne devraient pas nous empêcher de croire que le texte de Rufin peut être une traduction faite sur le grec d'Eusèbe. Toutefois quand Rufin rencontrait dans l'*Histoire de l'Église*, les passages qu'Eusèbe a traduits et empruntés à des ouvrages latins, il lui est arrivé *parfois* d'aller reprendre dans l'ouvrage original le texte latin, plutôt que de traduire à sa manière la version d'Eusèbe ¹.

On s'est donc demandé si le texte latin, donné par Rufin, n'est pas l'original même du rescrit, tel qu'il se trouvait, peut-être encore de son temps, dans l'*Apologie* de saint Justin ².

MM. Keim et Funk ³ ont fait valoir de sérieuses raisons contre cette hypothèse. Mais loin d'être abandonnée, celle-ci semble jouir de la faveur de la plupart des historiens modernes. Citons par exemple MM. Gieseler, Neander, Kimmel, Otto, Overbeck, Aubé, Lightfoot, Ramsay,

1. Voir p. ex. sur la manière dont Rufin traite les citations empruntées par Eusèbe à l'*Apologeticum* de Tertullien, AD. HARNACK, *Die griechische Uebersetzung des Apologeticus Tertullians*. Leipzig 1892 (Texte und Untersuch., VIII, 4), p. 11 ss.

2. Il ne faudrait donc pas supposer avec M. Funk (p. 344) que Rufin aurait dû faire de longues recherches pour trouver le texte, si on suppose — gratuitement d'ailleurs — que l'original se trouvait encore dans l'*Apologie* de saint Justin, du temps de Rufin.

3. Voir art. cité de Funk, p. 334.

Hardy et Harnack ¹. Plusieurs autres qui se contentent toujours de citer ou de traduire le texte latin semblent être du même avis.

1. Rufin, disent les partisans du texte latin, nous avertit lui-même qu'il a emprunté son texte à l'apologie de saint Justin. Car, dans sa traduction de l'*Histoire*, il a omis précisément la phrase dans laquelle Eusèbe informait ses lecteurs qu'il avait traduit lui-même en grec le texte original latin de saint Justin. Au reste, dans ses écrits authentiques, Rufin n'emploie guère un langage juridique, alors qu'ici nous trouvons plusieurs expressions techniques, empruntées à la langue des juristes.

Ces raisons ne sont pas à dédaigner, mais ne nous semblent pas décisives. La première pourrait être un excellent argument, s'il s'agissait d'un traducteur exact et minutieux. Mais Rufin n'a pas la conscience si étroite. Il ne se gêne pas pour ajouter des explications qu'il croit nécessaires à ses lecteurs ; il omet facilement ce qui ne lui semble pas utile ; dans bien des cas, il fait une adaptation plutôt qu'une traduction.

Quant au caractère juridique et technique de la langue de Rufin, nous avouons ne pas connaître assez bien son style pour pouvoir trancher une question si délicate. Qu'on nous permette cependant quelques observations.

- a) Nous venons d'entendre M. Aubé se plaindre du caractère vague, flottant et embarrassé du style du rescrit, qui ne rappelle pas le style ferme des autres rescrits d'Hadrien.
- b) Les termes qu'on nous signale comme particulièrement techniques : *hoc exequi non prohibeo, si quis postulaverit*

1. *Das Edikt des Antoninus Pius*, p. 6, note 2. Il considère cette opinion comme très probable, en ajoutant toutefois : « Doch sind nicht alle Bedenken gegen diese Annahme bereits gehoben. » M. P. ALLARD qui, dans son *Histoire des perséc.* (1885), en appelle toujours au texte latin, ne le cite plus même dans l'appendice de son ouvrage plus récent, *Le Christianisme et l'empire*, p. 294.

reum, vindicare n'ont pas un cachet si exclusivement juridique qu'ils soient soustraits à la langue usuelle, et qu'ils ne pourraient être employés par un écrivain quelconque qui n'aurait que des affinités très éloignées avec le code et les juristes. c) Enfin tout écrivain tâche d'adapter son style à la matière qu'il traite. Étant obligé de parler jurisprudence, il s'efforcera de se servir autant que possible des expressions du droit, et bien malhabile serait l'écrivain qui ne parviendrait pas à en employer quelques-unes à propos. Ne serait-ce pas là la raison de la diversité entre ce morceau juridique et la langue ordinaire de Rufin, si tant est que cette différence existe ?

II. Quand le critique se trouve en présence de textes différents, de recensions multiples, de copies ou de traductions diverses, c'est toujours, pour lui, un problème bien délicat de décerner la palme de la priorité à tel ou tel prétendant. Personne n'ignore avec quelle facilité les impressions subjectives peuvent jouer le rôle prépondérant dans ces sortes de controverses. Nous pouvons craindre qu'il n'en soit de même ici. C'est pourquoi nous chercherons une base objective plus large dans la comparaison de notre double texte avec les deux textes du soi-disant rescrit d'Antonin le Pieux. Pour ce dernier document, nous sommes sûrs de posséder dans le texte latin une traduction faite par Rufin ¹. Voyons si les mêmes procédés ne trahissent pas le même auteur.

Voici la dernière partie — la plus juridique — du rescrit du pseudo-Antonin.

Ὑπὲρ τῶν τοιούτων καὶ ἄλλοι
τινὲς τῶν περὶ τὰς ἐπαρχίας ἡγε-
μόνων τῷ Θεοτάτῳ μου πατρὶ ἔργα-
σαν, οἷς καὶ ἀντέγραψε μηδέν

Super quibus plurimi ex pro-
vinciis iudices etiam venerabili
patri nostro scripserant. Quibus
rescriptum est ab eo, ut nihil

1. AD. HARNACK, *Das Edikt des Antoninus*, p. 6.

ἐνοχλεῖν τοῖς τοιοῦτοις, εἰ μὴ φαίνοντό τι ἐπὶ τὴν ἡγεμονίαν Ῥωμαίων ἐρχεοῦντες. καὶ ἐμοὶ δὲ περὶ τῶν τοιούτων πολλοὶ ἐσήμαναν, οἷς δὴ καὶ ἀντέγραψα, τῇ τοῦ πατρός μου κατακολουθῶν γνώμῃ.

Εἰ δέ τις ἔχει πρὸς τινὰ τῶν τοιούτων πρᾶγμα καταφέρειν ὡς τοιοῦτου, ἐκεῖνος ὁ καταφερόμενος ἀπολελύσθω τοῦ ἐγκλήματος, καὶ φάινεται τοιοῦτος ὢν, ἐκεῖνος δὲ ὁ καταφέρων ἐνοχος ἔσται τῇ δίκῃ.

OMNINO molestiae *hujusmodi* hominibus generarent, nisi forte arguerentur aliquid adversum Romani regni statum moliri. Sed et mihi *ipsi* de his QUAM PLURIMI retulerunt, quibus ego paternam secutus sententiam PARI MODERATIONE rescipsi.

Quod si quis persistit *hujusmodi* hominibus ABSQUE ULLO CRIMINE movere negotia, ille quidem, qui delatus PRO HOC NOMINE fuerit, absolvatur, etiamsi probetur id esse, quod ei obicitur CHRISTIANUS. Is autem, qui crimen obtendit, reus POENAE IPSIUS QUAM OBIECIT, existat.

1. D'abord, tout le monde sait que les écrivains chrétiens des premiers temps avaient l'habitude de donner aux édits ou rescrits de persécution, émanés des bons empereurs, l'interprétation la plus bénigne, la plus favorable à la cause de leur religion. Il leur serait même arrivé de sacrifier à cette tendance apologétique l'exactitude historique et le vrai sens des actes impériaux. Rappelons-nous, par exemple, comment Tertullien explique les mesures édictées par Tibère et Marc Aurèle contre les accusateurs calomnieux ¹, comment Méliton ² et Sulpice Sévère ³ apprécient les actes de Trajan, d'Hadrien et d'Antonin le Pieux. Ici même nous avons déjà constaté ce procédé dans la traduction d'Eusèbe par saint Jérôme ⁴. Le même phénomène se constate dans le texte grec du pseudo-Antonin le Pieux. A en croire le faussaire qui est chrétien, Hadrien et Antonin auraient à plusieurs reprises

1. Voir plus haut, p. 163.

2. EUSEB., *Hist. Eccl.*, IV, 26.

3. *Chronic.*, 31.

4. Voir plus haut, p. 8. La lettre de Granianus devient chez Orose (*Hist.* VII, 13) une apologie.

déclaré que les chrétiens ne pouvaient être condamnés que lorsqu'ils étaient convaincus de machinations contre la puissance des Romains ¹. Nous pouvons en inférer que, en règle générale, de deux recensions ou appréciations chrétiennes d'édits de persécution, celle-là mérite le plus de confiance qui se montre la moins favorable à la cause du christianisme. Rufin est loin de s'être soustrait à la tendance plus ou moins apologétique que nous venons de signaler. Le texte grec du rescrit d'Antonin le Pieux est déjà bien trop favorable aux chrétiens et trop en désaccord avec la situation de fait du milieu du II^e siècle, pour pouvoir être authentique. Mais la version de Rufin accentue encore notablement les dispositions protectrices du texte grec.

Ensuite, abstraction faite de cette tendance apologétique, voici un phénomène facile à constater : en général la traduction sera plus développée que le texte original correspondant. En réalité nous trouvons dans la version latine du rescrit d'Antonin des amplifications qui consistent surtout à préciser davantage des expressions grecques assez claires mais moins explicites. Ces amplifications fourmillent dans la partie du pseudo-Antonin que nous donnons p. 37. Dans la partie que nous n'avons pas reproduite il y en a quelques-unes qui ont plutôt l'air d'être, un commentaire. D'autres sont moins extravagantes mais non moins caractéristiques : $\mu\eta\lambda\alpha\nu\theta\acute{\alpha}\nu\epsilon\iota\nu\tau\omicron\upsilon\varsigma\tau\omicron\iota\omicron\upsilon\tau\omicron\upsilon\varsigma$ = ne quis *noxius* lateat; $\pi\rho\sigma\kappa\nu\epsilon\acute{\iota}\nu$ = immolare, $\acute{\alpha}\theta\acute{\epsilon}\omega\nu$ = *impious et sine deo*.

Si maintenant l'on compare les écarts entre le grec et le latin du rescrit d'Hadrien, on constate dans le texte latin des amplifications assez nombreuses et qui ont précisément le double caractère que nous venons de signaler, a) celui d'accentuer la tendance protectrice et bienveillante

1. Voir ce rescrit dans A. HARNACK, *Das Edikt des Antoninus*.

du rescrit et b) celui de préciser davantage des expressions plus vagues. Le lecteur pourra s'en convaincre en remarquant les mots latins que nous avons soulignés, p. 6 et p. 37.¹ Signalons cependant en particulier le grec *τοιούτους* = *hujusmodi hominibus* (Antonin), *memoratos homines* (Hadrien); *τοιούτους* = ne quis *noxius* (Ant.) et *οι ἄνθρωποι* = *innoxii* (Hadr.). La finale des deux actes est particulièrement suggestive. Alors que le texte grec se contente d'exiger la punition de l'accusateur ou calomniateur, sans spécifier les châtiments, le texte latin réclame l'application de la peine déterminée du talion (dans le cas d'Antonin) ou de « peines plus sévères » dans l'acte d'Hadrien. Il semble donc que de part et d'autre nous retrouvons le même procédé révélant *le même traducteur chrétien*.

2. Pour finir nous appelons l'attention sur deux ou trois petits mots qui semblent très compromettants pour Rufin : le latin *innoxii*, le grec *καὶ* et le nom du proconsul.

Dans le préambule l'empereur indique explicitement le but de son rescrit, les abus qu'il veut réprimer. Le grec distingue nettement deux abus différents : a) le trouble jeté dans la population de la province *ἵνα μήτε οἱ ἄνθρωποι ταραττώνται*, et b) les méfaits et les calomnies des sycophantes : *καὶ τοῖς συκοφάνταις*... Dans le premier membre de phrase il est question de la population en général, et dans le second des victimes des calomniateurs. Il n'y a donc pas de pléonasme en grec. Mais le traducteur n'a pas saisi cette nuance. En traduisant l'indéterminé *οἱ ἄνθρωποι* par *innoxii*, il semble bien avoir eu en vue des personnes accusées fausement ou injustement par les calomniateurs : dès lors les deux abus se confondent en un seul. Si le traducteur entend désigner par ce mot les

1. Nous avons mis en petites capitales les amplifications qui rendent l'édit plus favorable aux chrétiens.

chrétiens qui seraient d'après lui injustement traduits devant le tribunal — et c'est bien là sa pensée, croyons-nous — cette manière de voir et de traduire met le préambule du rescrit en contradiction avec le dispositif. Quoi qu'il en soit, le terme *innoxii* nous semble porter l'estampille d'une traduction.

Dans la première phrase de la partie dispositive, l'empereur, avons-nous vu (p. 11, s.), traite du cas d'incriminations tumultueuses et irrégulières mais fondées, que les accusateurs seraient en état de soutenir *non seulement* extrajudiciairement, *mais même* devant le tribunal. La nuance de cette idée est parfaitement rendue en grec par le mot καὶ πρὸ βήματος; en latin on la cherche vainement. Cette omission du mot καὶ ne peut être que le fait d'un traducteur assez négligent, comme l'était Rufin.

Enfin, remarque judicieusement M. Schanz ¹, « s'il est exact que le proconsul ne s'appelait pas Serenius Granianus mais Licinius Granianus [Waddington. *Fastes des provinces asiatiques*, Paris 1872, p. 197], la recension latine de la lettre chez Rufin ne peut pas être l'original puisque nous trouvons là aussi, la dénomination inexacte. ».

*
* *

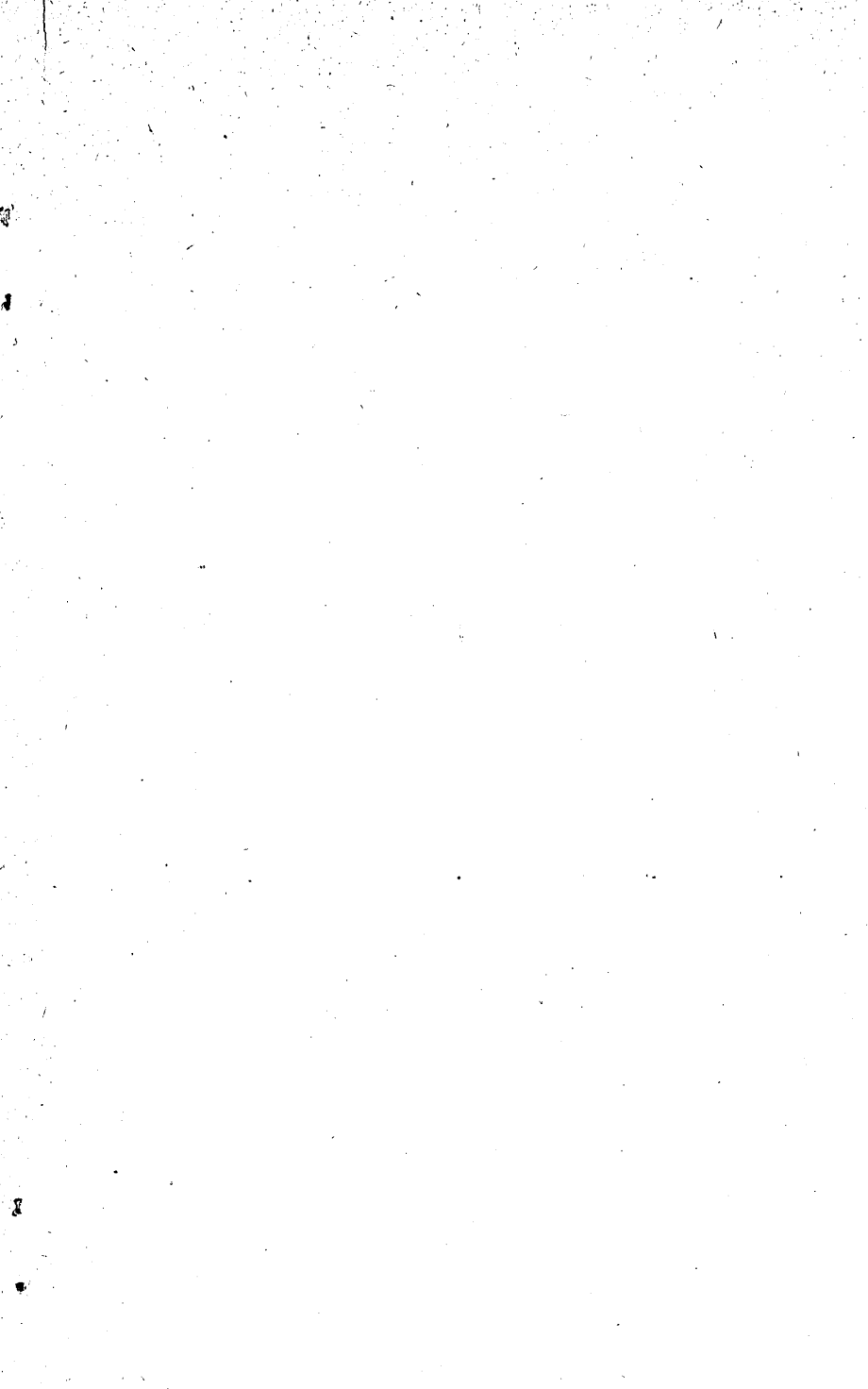
Dans l'apologie qu'il adressa vers 170 à Marc Aurèle, Méliton retrace à grands traits l'histoire des persécutions. Il fait remarquer que l'effet durable des mesures persécutrices de Néron et de Domitien doit être attribué principalement à la crédulité de la foule excitée par les calomnies. « Mais, ajoute-t-il, vos pieux parents ont corrigé cette ignorance : par de nombreux écrits ils ont réprimé ceux qui excitaient des troubles (νεωτερίσαι) à propos des chrétiens. Ainsi il est établi que votre grand-père Hadrien a envoyé plusieurs lettres et à

1. *Ouvr. cité*, p. 201, note 1.

d'autres et à Fundanus, proconsul d'Asie. Et votre père, au temps où vous administriez tout avec lui, a écrit aux villes pour défendre d'exciter des tumultes (μηδὲν νεωτερίζειν) contre nous : ainsi a-t-il écrit aux Larissiens, aux Thessaloniciens et à tous les Grecs. »

Le grec νεωτερίζειν, employé deux fois par Méliton pour indiquer la portée de ces rescrits, correspond à l'expression latine *res novas moliri*, et a été très bien traduit par Valois : « novi aliquid moliri » et « tumultus concitare ». L'évêque de Sardes résume donc exactement la teneur du rescrit d'Hadrien. Nous n'avons pas de raisons de croire qu'il se soit trompé au sujet de la portée des autres actes impériaux. Il y aurait donc eu une série de lettres similaires destinées à continuer et à urger partout la politique tracée dans le rescrit d'Hadrien au proconsul d'Asie.

Ce dernier document suffit donc, à lui seul, à nous faire connaître, pour tout le milieu du second siècle, la situation juridique des chrétiens dans l'empire romain. De Trajan à Marc Aurèle, la jurisprudence antichrétienne n'a pas subi de changement notable. Les chrétiens ne peuvent pas être poursuivis d'office ; le juge doit considérer comme non avenues non seulement les délations anonymes, mais encore les accusations irrégulières et tumultueuses de la foule ameutée ; mais toute dénonciation régulière doit être examinée avec soin : si l'inculpé est convaincu d'être chrétien, il sera condamné à la peine capitale ; s'il apostasie, il sera acquitté, et si l'accusation est calomnieuse le calomniateur sera puni.



La *Revue d'histoire et de littérature religieuses* paraît tous les deux mois, par fascicules de six feuilles d'impression (96 pages), et forme chaque année un fort volume de 568 pages environ.

Conditions de l'abonnement :

France et colonies.....	10 fr.	»	par an.
Étranger.....	12 fr. 50	—	
Un numéro pris séparément.	2 fr. 50.		

Adresser les abonnements et toute communication à l'*Administration de la Revue d'histoire et de littérature religieuses*, 74, boulevard Saint-Germain, Paris, 5°.

Le meilleur mode d'envoi est un mandat-poste ou un chèque à vue sur Paris. Si l'on préfère que nous fassions opérer le recouvrement, l'abonné aura, dans ce cas, à payer, *en plus*, pour les frais, 0 fr. 50 pour la France, et 1 franc pour l'Europe.

Les abonnements partent du mois de janvier et sont exigibles après la publication du premier numéro de chaque année.

MM. les Éditeurs de l'étranger sont priés d'envoyer *franco et directement* (non par commissionnaire), à la *Revue d'histoire et de littérature religieuses*, 74, boulevard Saint-Germain, Paris, 5°, les ouvrages dont ils désirent un compte rendu.

Les droits de propriété, de traduction et de reproduction sont expressément réservés.

La *Revue d'histoire et de littérature religieuses* est purement historique et critique.



DG
295
.C2

Callenwaert
Rescrit D'Hadrien

10-1014

La *Revue d'histoire et de littérature religieuses* paraît tous les deux mois, par fascicules de six feuilles d'impression (96 pages), et forme chaque année un fort volume de 568 pages environ.

Conditions de l'abonnement

France et colonies.....	10 fr.	»	par an.
Etranger.....	12 fr.	50	—
Un numéro pris séparément.	2 fr.	50	

Adresser les abonnements et toute communication à l'*Administration de la Revue d'histoire et de littérature religieuses*, 74, boulevard Saint-Germain, Paris, 5^e.

Le meilleur mode d'envoi est un mandat-poste ou un chèque à vue sur Paris. Si l'on préfère que nous fassions opérer le recouvrement, l'abonné aura, dans ce cas, à payer, *en plus*, pour les frais, 0 fr. 50 pour la France, et 1 franc pour l'Europe.

Les abonnements partent du mois de janvier et sont exigibles après la publication du premier numéro de chaque année.

MM. les Éditeurs de l'étranger sont priés d'envoyer franco et directement (non par commissionnaire), à la Revue d'histoire et de littérature religieuses, 74, boulevard Saint-Germain, Paris, 5^e, les ouvrages dont ils désirent un compte rendu.

Les droits de propriété, de traduction et de reproduction sont expressément réservés.

La *Revue d'histoire et de littérature religieuses* est purement historique et critique.



DG 295 C2	Callewaert Rescrit D'Hadrien	
	4- 11514	